

Circulaire du 2 août 1991 portant application des dispositions de caractère pénal de la loi n° 89-467 du 10 juillet 1989 tendant à renforcer la sécurité des aéroports et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile et du décret n° 91-262 du 4 mars 1991 pris pour son application

NOR : EQUA9101440C

Paris, le 2 août 1991.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, le ministre de l'intérieur, le ministre des départements et territoires d'outre-mer et le ministre délégué au budget,

à Mesdames et Messieurs les préfets, Messieurs les préfets des collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte ; Messieurs les hauts-commissaires de la République dans les territoires d'outre-mer ; Madame et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux ; Monsieur le chef de l'inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie ; Messieurs les directeurs et chefs de service d'administration centrale de la direction générale de l'aviation civile ; Monsieur le chef de l'organisme de contrôle en vol ; Messieurs les chefs des services techniques centraux ; Messieurs les directeurs régionaux de l'aviation civile ; Monsieur le directeur régional de l'aviation civile dans les départements du groupe Antilles-Guyane ; Messieurs les chefs de services de l'aviation civile outre-mer ; Messieurs les chefs de services d'Etat de l'aviation civile dans les territoires d'outre-mer.

La loi du 10 juillet 1989 traduit la volonté du législateur de renforcer la sécurité des aéroports et du transport aérien par l'adoption d'un dispositif répressif efficace.

A cette fin la loi et le décret du 4 mars 1991 pris pour son application ont créé de nouvelles sanctions pénales ou aggravé les sanctions existantes des livres I^{er}, II et IV du code de l'aviation civile.

Des améliorations ont également été apportées aux règles de constatation des infractions.

Enfin pour certaines infractions la création d'une procédure de transaction devrait permettre d'améliorer l'efficacité des poursuites.

Pour l'application de ces dispositions, la présente circulaire a pour objet de préciser :

- I. - La liste des infractions et les sanctions pénales correspondantes ;
- II. - Les règles de constatation des infractions ;
- III. - La procédure de transaction ;
- IV. - La procédure d'agrément des agents privés pouvant assister les officiers de police judiciaire pour certaines opérations de fouille ;
- V. - L'application de ces dispositions aux territoires d'outre-mer ;
- VI. - Les mesures transitoires à prendre dès réception de la circulaire.

I. - Liste des infractions et sanctions pénales correspondantes

LIVRE 1^{er}

INFRACTIONS PRÉVUES par l'ancien texte	PEINES PRÉVUES par l'ancien texte	INFRACTIONS PRÉVUES par le nouveau texte	PEINES PRÉVUES par le nouveau texte
<p>A. - LOI</p> <p>Article L. 150-1</p> <p>1^o Mettre ou laisser en service un aéronef sans certificat d'immatriculation ou de navigabilité.</p> <p>2^o Mettre ou laisser en service un aéronef sans les marques d'identification prévues à l'article L. 121-2.</p> <p>3^o Mettre ou laisser en service un aéronef dont le certificat de navigabilité a cessé d'être valable.</p> <p>Article R. 133-1 (1^o b et c)</p> <p>Un aéronef ne peut être utilisé pour la circulation aérienne :</p> <p>b) Que s'il est apte au vol, c'est-à-dire s'il répond à tout moment aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité qui lui est propre et aux règles servant de base au maintien en état de validité de ce document ;</p> <p>c) Si cette utilisation est faite conformément aux règles édictées en vue d'assurer la sécurité.</p> <p>Article L. 150-2</p> <p>1^o Conduire un aéronef sans brevet ou licence.</p> <p>2^o Détruire un livre de bord ou porter sur ce livre des indications sciemment inexactes.</p> <p>3^o Conduire sciemment un aéronef dans les conditions prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Article L. 150-4 (2^o alinéa)</p> <p>Le pilote qui, en infraction aux dispositions de l'article L. 132-1, n'aura pas utilisé, sauf cas de force majeure, un aéroport international au départ ou à l'arrivée d'un vol international ou, sur un tel aéroport, aura tenté de se soustraire aux contrôles réglementaires.</p> <p>Article L. 150-2 (damier alinéa)</p> <p>Non-respect des règles de survol des zones interdites prévues à l'article L. 131-3.</p>	<p>Article L. 150-1</p> <p>Vise le propriétaire.</p> <p>Amende délictuelle : 1 800 F à 60 000 F.</p> <p>Emprisonnement de six jours à un mois.</p> <p>Article R. 151-2</p> <p>Vise le propriétaire, l'exploitant ou le pilote.</p> <p>Amende contraventionnelle de la 5^e classe : 2 500 F à 5 000 F.</p> <p>Dix jours à un mois d'emprisonnement.</p> <p>Article L. 150-2</p> <p>Vise le pilote et renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 1 800 F à 60 000 F.</p> <p>Emprisonnement de six jours à un mois.</p> <p>Article L. 150-4</p> <p>Amende délictuelle : de 1 800 F à 15 000 F.</p> <p>Emprisonnement de deux mois à trois ans.</p> <p>Article L. 150-2</p> <p>Vise le pilote et renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 1 800 F à 6 000 F.</p> <p>Emprisonnement de six jours à un mois.</p>	<p>Article L. 150-1</p> <p>1^o Mettre ou laisser en service un aéronef sans certificat d'immatriculation, sans document de navigabilité ou sans certificat de limitation de nuisances.</p> <p>2^o Mettre ou laisser en service un aéronef sans les marques d'identification prévues à l'article L. 121-2.</p> <p>3^o Mettre ou laisser en service un aéronef dont le document de navigabilité ou le certificat de limitation de nuisances a cessé d'être valable.</p> <p>Article L. 150-1</p> <p>4^o Faire ou laisser circuler un aéronef ne répondant pas à tout moment tant aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité qu'aux règles relatives au maintien en état de validité de ce document.</p> <p>5^o Faire ou laisser circuler un aéronef dans des conditions d'utilisation non conformes aux règles édictées en vue d'assurer la sécurité par le code de l'aviation civile ou les textes pris pour son application relatifs à l'équipement des aéronefs aux modalités de leur utilisation, à la composition des équipages et à leurs conditions d'emploi.</p> <p>Article L. 150-2</p> <p>1^o Conduire un aéronef sans brevet ou licence.</p> <p>2^o Détruire un des documents de bord de l'aéronef prévus par le présent code ou porter sur l'un de ces documents des indications sciemment inexactes.</p> <p>3^o Conduire sciemment un aéronef dans les conditions prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Article L. 150-3</p> <p>Le pilote qui, en infraction aux dispositions de l'article L. 132-1, n'aura pas utilisé, sauf cas de force majeure, un aéroport international au départ ou à l'arrivée d'un vol international.</p> <p>Article L. 150-4</p> <p>1^o Survol par maladresse ou négligence d'une zone du territoire français en violation d'une zone interdite telle que prévue au 1^{er} alinéa de l'article L. 131-3.</p>	<p>Article L. 150-1</p> <p>Vise l'exploitant technique, la propriétaire et, le cas échéant, l'exploitant commercial.</p> <p>Amende délictuelle : 15 000 F à 500 000 F.</p> <p>Emprisonnement de trois mois à un an.</p> <p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 500 000 F.</p> <p>Trois mois à un an d'emprisonnement.</p> <p>Article L. 150-2</p> <p>Vise le pilote et renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 500 000 F.</p> <p>Emprisonnement de trois mois à un an.</p> <p>Article L. 150-3</p> <p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 200 000 F.</p> <p>Emprisonnement de deux mois à trois ans.</p> <p>Article L. 150-4</p> <p>Vise le pilote.</p> <p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 100 000 F.</p> <p>Emprisonnement de un mois à six mois.</p>

INFRACTIONS PRÉVUES par l'ancien texte	PEINES PRÉVUES par l'ancien texte	INFRACTIONS PRÉVUES par le nouveau texte	PEINES PRÉVUES par le nouveau texte
<p><i>Article L. 150-5</i></p> <p>Marques d'immatriculation non conformes au certificat de navigabilité (erreur matérielle corrigée par le nouvel article L. 150-5).</p> <p>Apposer sur un aéronef privé des marques distinctes réservées aux aéronefs publics.</p>	<p><i>Article L. 150-5</i></p> <p>Viser le possesseur, le détenteur ou le pilote.</p> <p>Amende délictuelle : de 3 600 F à 120 000 F.</p> <p>Emprisonnement de six mois à trois ans.</p>	<p>2° S'engager et se maintenir sciemment dans une zone interdite telle que prévue au 1^{er} alinéa de l'article L. 131-3.</p> <p>3° Ne pas se conformer aux prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 2^e alinéa de l'article L. 131-3 : si atterrissage sur l'aérodrome le plus proche en dehors de la zone interdite ; - du 4^e alinéa de l'article L. 131-3 : se conformer à la première injonction et atterrir sur l'aérodrome indiqué. 	<p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 300 000 F.</p> <p>Emprisonnement de trois mois à un an.</p>
<p><i>Article L. 150-6</i></p> <p>Transporter des explosifs, armes, munitions de guerre, pigeons voyageurs ou objets de correspondance compris dans le monopole postal sans autorisation.</p> <p>Transporter ou utiliser des appareils photo interdits par les règlements.</p> <p>Faire usage à bord des objets ou appareils dont le transport est interdit.</p> <p>Faire usage sans autorisation d'appareils photo au-dessus des zones interdites.</p>	<p><i>Article L. 150-6</i></p> <p>Viser « quiconque ».</p> <p>Renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 1 800 F à 60 000 F.</p> <p>Emprisonnement de six jours à un mois.</p> <p>Renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-3.</p> <p>Jusqu'à 120 000 F d'amende délictuelle.</p> <p>Jusqu'à deux mois d'emprisonnement.</p>	<p><i>Article L. 150-6</i></p> <p>Transporter des explosifs, armes, munitions de guerre, pigeons voyageurs ou objets de correspondance compris dans le monopole postal sans autorisation.</p> <p>Transporter ou utiliser des appareils photo interdits par les règlements.</p> <p>Faire usage à bord des objets ou appareils dont le transport est interdit.</p> <p>Faire usage sans autorisation d'appareils photo au-dessus des zones interdites.</p>	<p><i>Article L. 150-6</i></p> <p>Viser « quiconque ».</p> <p>Renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 500 000 F.</p> <p>Emprisonnement de trois mois à un an.</p>
<p><i>Article L. 150-8</i></p> <p>Interdiction de conduite d'un aéronef par un pilote condamné au titre des articles L. 150-3, L. 150-4 et L. 150-5.</p> <p>Pilote interdit de vol n'ayant pas effectué le dépôt de ses brevets au greffe du tribunal compétent.</p> <p>Conduite d'un aéronef pendant la période d'interdiction.</p>	<p><i>Article L. 150-8</i></p> <p>Viser le pilote.</p> <p>Trois mois à trois ans d'interdiction de conduite.</p> <p>En cas de nouvelle condamnation dans un délai de cinq ans : interdiction de conduite pouvant être portée de trois ans à six ans.</p> <p>Amende délictuelle : de 180 F à 15 000 F.</p> <p>Emprisonnement de six jours à un mois.</p> <p>Renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 1 800 F à 60 000 F.</p> <p>Emprisonnement de six jours à un mois.</p>	<p><i>Article L. 150-8</i></p> <p>Interdiction de conduite d'un aéronef par un pilote condamné au titre des articles L. 150-2, L. 150-4 et L. 150-5.</p> <p>Viser le pilote.</p> <p>Trois mois à trois ans d'interdiction de conduite.</p> <p>En cas de nouvelle condamnation dans un délai de cinq ans : interdiction de conduite pouvant être portée de trois ans à six ans.</p> <p>Pilote interdit de vol n'ayant pas effectué le dépôt de ses brevets au greffe du tribunal compétent.</p> <p>Conduite d'un aéronef pendant la période d'interdiction.</p>	<p><i>Article L. 150-8</i></p> <p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 60 000 F.</p> <p>Emprisonnement de trois mois à un an.</p> <p>Renvoie aux peines prévues à l'article L. 150-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 15 000 F à 500 000 F.</p> <p>Emprisonnement de trois mois à un an.</p>
<p>B. - DÉCRET</p> <p><i>Article R. 151-1</i></p> <p>1° Le pilote qui n'aura pas tenu un quelconque des livres de bord.</p> <p>2° Le propriétaire qui aura omis de conserver un quelconque des livres de bord pendant les trois ans à partir de la dernière inscription.</p> <p>3° Ceux qui auront contrevenu à l'article R. 131-3 et aux textes pris pour son application en matière de manifestations aériennes.</p>	<p><i>Article R. 151-1</i></p> <p>Contraventions de la 4^e classe.</p> <p>Amende de 1 300 F à 2 500 F.</p> <p>Emprisonnement de un à cinq jours.</p>	<p><i>Article R. 151-1</i></p> <p>1° Le pilote qui n'aura pas tenu son carnet de vol ou le carnet de route de l'aéronef lorsqu'ils sont exigés.</p> <p>2° Le propriétaire qui aura omis de conserver le carnet de route de l'aéronef pendant les trois ans de la dernière inscription.</p> <p>3° Ceux qui auront contrevenu aux règles de survol d'une ville ou agglomération fixées à l'article R. 131-1.</p>	<p><i>Article R. 151-1</i></p> <p>Contraventions de la 5^e classe.</p> <p>Amende de 3 000 F à 6 000 F.</p> <p>Emprisonnement de dix jours à un mois.</p>

INFRACTIONS PRÉVUES par l'ancien texte	PEINES PRÉVUES par l'ancien texte	INFRACTIONS PRÉVUES par le nouveau texte	PEINES PRÉVUES par le nouveau texte
<p>4° Ceux qui auront contrevenu aux règles fixées par les articles R. 131-1 en matière de survol d'une ville ou agglomération et R. 131-2 en matière de vol d'acrobatie.</p> <p>5° Ceux qui auront contrevenu aux règles fixées à l'article R. 133-12 en matière de vol selon les règles de vol à vue avec franchissement de la frontière.</p> <p><i>Article R. 151-4</i></p> <p>Non-déclaration d'un accident ou incident affectant ou pouvant affecter la sécurité d'un aéronef dans les conditions fixées aux articles R. 142-2 et R. 142-3 du code de l'aviation civile.</p>	<p><i>Article R. 151-4</i></p> <p>Contraventions de la 4^e classe. Amende de 1 300 F à 2 500 F.</p>	<p>4° Organismes ou pilotes qui auront participé à une manifestation aérienne sans avoir obtenu l'autorisation prévue à l'article R. 131-3.</p> <p>5° Ceux qui n'auront pas respecté les conditions fixées à l'article R. 133-12 en matière de vol à vue avec franchissement de la frontière.</p> <p><i>Article R. 151-4</i></p> <p>Non-déclaration d'un accident ou incident affectant ou pouvant affecter la sécurité d'un aéronef dans les conditions fixées aux articles R. 142-2 et R. 142-3 du code de l'aviation civile.</p>	<p><i>Article R. 151-4</i></p> <p>Contraventions de la 4^e classe. Amende de 1 300 F à 3 000 F. Emprisonnement de cinq jours au plus.</p>

LIVRE II

INFRACTIONS PRÉVUES par l'ancien texte	PEINES PRÉVUES par l'ancien texte	INFRACTIONS PRÉVUES par le nouveau texte	PEINES PRÉVUES par le nouveau texte
<p>A - LOI</p> <p><i>Article L. 282-1</i></p> <p>1° Détruire ou endommager les immeubles ou installations destinés à assurer le contrôle de la circulation des aéronefs, les télécommunications aéronautiques, l'aide à la navigation aérienne ou l'assistance météorologique.</p> <p>2° Troubler volontairement par quelque moyen que ce soit le fonctionnement d'installations à usage aéronautique.</p> <p>3° Détruire ou endommager un aéronef dans l'emprise d'un aéroport.</p>	<p><i>Article L. 282-1</i></p> <p>Vise « quiconque ».</p> <p>Amende délictuelle : de 10 000 F à 120 000 F.</p> <p>Emprisonnement de deux à cinq ans.</p> <p>(La tentative de ces infractions est punie comme le délit lui-même.)</p>	<p><i>Article L. 282-1</i></p> <p>1° Détruire ou endommager les immeubles ou installations destinés à assurer le contrôle de la circulation des aéronefs, les télécommunications aéronautiques, l'aide à la navigation aérienne ou l'assistance météorologique.</p> <p>2° Troubler volontairement par quelque moyen que ce soit le fonctionnement d'installations à usage aéronautique.</p> <p>3° Détruire ou endommager un aéronef dans l'emprise d'un aéroport.</p> <p>4° Entraver de quelque manière que ce soit la navigation ou la circulation des aéronefs.</p> <p>5° Interrompre à l'aide d'un dispositif matériel, d'une substance ou d'une arme, le fonctionnement des services d'un aéroport si cet acte est de nature à porter atteinte à la sécurité à l'intérieur de cet aéroport.</p> <p><i>Article L. 282-4</i></p> <p>(Application du protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, fait à Montréal le 24 février 1988, ratifié par la France le 30 juin 1989 et publié au <i>Journal officiel</i> par le décret n° 89-815 du 2 novembre 1989.)</p> <p>1° S'être rendu coupable hors du territoire de la République, à l'aide d'un dispositif matériel, d'une substance ou d'une arme de l'une des infractions suivantes portant atteinte ou de nature à porter atteinte à la sécurité dans un aéroport affecté à l'aviation civile internationale :</p> <p>a) Crimes ou délits prévus aux articles 295 à 298, 301, 303, 304, 310, 311, 3^e (2^e) et 4^e (3^e) alinéas de l'article 312 du code pénal ;</p>	<p><i>Article L. 282-1</i></p> <p>Amende délictuelle : de 10 000 F à 120 000 F.</p> <p>Emprisonnement de deux à cinq ans.</p> <p><i>Article L. 282-4</i></p> <p>Vise « quiconque ».</p> <p>Compétence des juridictions françaises si le coupable se trouve en France.</p> <p>Renvoi aux peines prévues par le code pénal en matière de crimes et délits.</p>

INFRACTIONS PRÉVUES par l'ancien texte	PEINES PRÉVUES par l'ancien texte	INFRACTIONS PRÉVUES par le nouveau texte	PEINES PRÉVUES par le nouveau texte
B. - DÉCRET Néant.		<p>b) Crimes ou délits prévus par les articles 434 à 437 du code pénal contre des installations ou un aéronef en stationnement ;</p> <p>c) Détruire ou endommager des installations où un aéronef est stationné.</p> <p>2° Avoir interrompu à l'aide d'un dispositif matériel, d'une substance ou d'une arme le fonctionnement des services d'un aéroport affecté à l'aviation civile internationale si cet acte porte atteinte ou est de nature à porter atteinte à la sécurité à l'intérieur de cet aéroport.</p> <p>La tentative des infractions ci-dessus énumérées est punissable dans les mêmes conditions que le délit lui-même.</p>	<p>L'article L. 282-4 renvoie aux peines prévues à l'article L. 282-1.</p> <p>Amende délictuelle : de 10 000 F à 120 000 F.</p> <p>Emprisonnement de deux à cinq ans.</p>

LIVRE IV

INFRACTIONS PRÉVUES par l'ancien texte	PEINES PRÉVUES par l'ancien texte	INFRACTIONS PRÉVUES par le nouveau texte	PEINES PRÉVUES par le nouveau texte
A. - LOI Néant.			
B. - DÉCRET <i>Article R. 427-1</i> Non-respect des dispositions des articles L. 212-1 et R. 212-1 à R. 212-11 du code du travail sur la durée du travail du personnel navigant.	<i>Article R. 427-1</i> Vise l'employeur. Contraventions de la 5 ^e classe. Amende de 2 500 F à 5 000 F.	<i>Article R. 427-1</i> Non-respect des dispositions de l'article L. 212-1 du code du travail et des décrets mentionnés à l'article L. 212-2 du même code relatifs à la durée du travail du personnel navigant.	<i>Article R. 427-1</i> Vise l'employeur. Contraventions de la 5 ^e classe. Amende de 3 000 F à 6 000 F. (Les contraventions donnent lieu à autant d'amendes qu'il y a de navigants indûment employés.)

II. - Les règles de constatation des infractions

A. - Personnels habilités à constater des infractions

Le code de l'aviation civile énumère livre par livre les personnels habilités à constater des infractions et les différentes matières pour lesquelles ils peuvent exercer une telle mission. Parmi les personnes figurant dans cette énumération, celles n'ayant pas la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire doivent être commissionnées (synonyme : « habilitées ») et assermentées.

1.1. Infractions prévues et réprimées
par le livre I^{er} (art. L. 150-13 nouveau)

Cet article reprend la liste actuelle des personnels habilités à constater des infractions au livre I^{er} en y ajoutant « les personnels navigants effectuant des contrôles en vol pour le compte de l'administration ».

Les infractions au livre I^{er} peuvent donc être constatées par les personnels suivants :

- officiers de police judiciaire ;
- agents des contributions indirectes ;
- agents techniques des eaux et forêts ;
- agents des douanes ;
- gendarmes ;
- ingénieurs de l'armement affectés à l'aéronautique ;
- techniciens d'études et de fabrication des constructions aéronautiques ;
- ingénieurs des ponts et chaussées ;

- ingénieurs des travaux publics de l'Etat (ponts et chaussées) chargés des bases aériennes ;
- ingénieurs des mines ;
- ingénieurs des travaux publics de l'Etat (mines) ;
- fonctionnaires des corps techniques de l'aviation civile ;
- personnels navigants effectuant des contrôles en vol pour le compte de l'administration ;
- militaires, marins et agents de l'autorité militaire ou maritime.

1.2. Infractions prévues et réprimées par le livre II

a) Constatation des infractions en matière de servitudes aéronautiques (art. L. 281-4).

Ces infractions peuvent être constatées par les personnels suivants :

- officiers de police judiciaire ;
- gendarmes ;
- fonctionnaires de l'aviation civile.

b) Constatation des infractions en matière de protection des aéroports, des aéronefs au sol et des installations à usage aéronautique (art. L. 282-11 et R. 282-2 nouveau).

Il résulte de la combinaison de ces deux articles que ces infractions peuvent être constatées dans les conditions suivantes :

Les infractions de nature correctionnelle ou criminelle prévues par les articles L. 282-1 à L. 282-4 doivent être constatées par des gendarmes ou par d'autres fonctionnaires ayant la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire (commissaire ou inspecteur de la P.A.F. par exemple). Il n'est donc pas possible d'habilitier des fonctionnaires de l'aviation civile à dresser procès-verbal de ces infractions, compte tenu de leur gravité.

En revanche, les infractions aux dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant la police des aérodromes, qui sont de nature contraventionnelle, peuvent être relevées par les officiers et agents de police judiciaire ainsi que par des fonctionnaires et agents habilités par le ministre chargé de l'aviation civile.

L'emploi du terme « agents » permet la désignation d'agents contractuels de l'Etat, mais aussi d'employés des gestionnaires d'aérodrome affectés à des tâches de surveillance, car ces derniers ont aussi la qualité d'agent public dès lors qu'ils remplissent une mission de service public à caractère administratif.

1.3. Infractions prévues et réprimées par le livre III (pour mémoire)

Il convient de se reporter à la circulaire du 3 janvier 1974 portant application du décret n° 73-331 du 14 mars 1973 réprimant les infractions commises par les entreprises de transports aériens à certaines dispositions du livre III du code de l'aviation civile (1^{re} et 2^e partie), toujours en vigueur.

Les infractions aux dispositions du livre III du code de l'aviation civile peuvent être constatées par les militaires de la gendarmerie et les officiers de police judiciaire.

En revanche, les fonctionnaires et agents de l'aviation civile ne sont pas habilités à constater les infractions au livre III en l'absence de dispositions expresses du code de l'aviation civile à ce sujet.

1.4. Infractions prévues et réprimées par le livre IV

Les infractions à l'article R. 427-1 sont constatées par les inspecteurs du travail et de la main d'œuvre des transports en application de l'article L. 611-4 du code du travail.

B. - Commissionnement et assermentation

1.1. Commissionnement

Le commissionnement ou l'habilitation est la désignation par l'autorité administrative des agents ou fonctionnaires qui, en raison de leurs fonctions, ont le pouvoir de dresser le procès-verbal des infractions au code de l'aviation civile. Devant les tribunaux, les énonciations du procès-verbal font foi jusqu'à preuve du contraire.

Les articles R. 151-5 et R. 281-1 du code de l'aviation civile issus du décret du 4 mars 1991 prévoient que les agents et fonctionnaires de l'aviation civile habilités à constater des infractions sont commissionnés par le ministre chargé de l'aviation civile.

En conséquence, seuls les directeurs, chefs de service et sous-directeurs d'administration centrale avant délégation de signature du ministre en application du décret du 23 janvier 1947, modifié par le décret du 15 juin 1987, ont ce pouvoir de commissionnement.

Pour l'établissement de la liste des agents commissionnés par l'administration centrale, les autorités suivantes adresseront leurs propositions à la direction des ressources humaines et des affaires financières de la direction générale de l'aviation civile (sous-direction personnels et affaires juridiques) :

- les directeurs et chefs de service d'administration centrale ;
- les chefs des services techniques centraux ;
- les directeurs régionaux de l'aviation civile ;
- le directeur régional de l'aviation civile dans les départements du groupe Antilles-Guyane ;
- les chefs des services de l'aviation civile outre-mer ;
- les chefs des services d'Etat de l'aviation civile dans les territoires d'outre-mer ;
- le chef de l'organisme de contrôle en vol.

Ces propositions devront comporter le nom, prénom, grade, lieu d'affectation, fonctions, circonscription géographique et référence des articles du code de l'aviation civile permettant aux agents concernés de relever des infractions.

Il est souhaitable, sauf cas particulier, que les agents soient commissionnés pour la constatation des infractions au code de l'aviation civile, qu'elles relèvent du livre I^{er} ou du livre II.

Une décision individuelle de commissionnement dont le modèle est joint en annexe I reprenant les renseignements ci-dessus énumérés sera notifiée à chaque agent.

Il sera fait mention de ce commissionnement sur la carte de service des intéressés dont le modèle figure ci-joint en annexe II.

La circonscription géographique dans le ressort de laquelle l'agent est commissionné ne peut excéder celle de sa compétence administrative.

En cas de mutation la procédure de commissionnement doit donc être à nouveau engagée. Seuls les personnels affectés en administration centrale et dans les services techniques centraux, et dans le cadre de leur mission les personnels navigants effectuant des contrôles en vol pour le compte de l'administration, pourront être habilités à constater des infractions en tout lieu et à bord des aéronefs immatriculés au registre français ou pour lesquels une délégation de compétence a été donnée à la France.

1.2. Prestation de serment

Les agents ou fonctionnaires de l'aviation civile commissionnés ne peuvent constater des infractions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de grande instance de leur résidence administrative et fait enregistrer leur commission et l'acte de prestation de serment au greffe de ce tribunal.

En cas de mutation la procédure de prestation de serment doit être à nouveau engagée.

Il est également fait mention de la prestation de serment sur la carte de service de ces agents.

C. - Transmission des procès-verbaux au procureur de la République

Les infractions au code de l'aviation civile constatées par les agents ou fonctionnaires commissionnés et assermentés font l'objet d'un procès-verbal dont le modèle figure ci-joint en annexe III et qui comporte, selon la nature de l'infraction, les indications suivantes :

- date et heure de constatation de l'infraction ;
- lieu de l'infraction ;
- date et heure de la commission de l'infraction ;
- type et immatriculation de l'aéronef ;
- identité du propriétaire de l'aéronef ;
- identité de l'exploitant technique (fréteur) et du pilote ou de l'exploitant commercial (affréteur) ;
- identité de la personne mise en cause ;
- circonstances détaillées de l'infraction et textes incriminant l'infraction constatée.

Le procès-verbal de constat est un acte authentique dont les énonciations valent jusqu'à preuve du contraire.

Il ne comporte qu'un seul original qui est signé par le ou les agents verbalisateurs ainsi que, le cas échéant, par la personne mise en cause ou intéressée.

Chacun de ses feuillets est coté et paraphé. Il est rédigé sans blanc ni rature et les éventuelles corrections sont approuvées. Les chiffres sont transcrits en toutes lettres.

Les procès-verbaux sont transmis au procureur de la République par les agents verbalisateurs, sous couvert de l'autorité hiérarchique. Celle-ci peut, si elle l'estime utile, assortir la transmission d'un commentaire.

D. - Transmission des copies de procès-verbaux

a) Dans certains cas, la loi elle-même a prévu la transmission obligatoire du procès-verbal à certaines autorités administratives.

Pour les infractions au livre I^{er}, l'article L. 150-16 nouveau prévoit que copie du procès-verbal doit être adressée au directeur régional de l'aviation civile.

Pour les infractions au livre II :

L'article L. 282-6 (police de la conservation) prévoit la transmission du procès-verbal, lorsque l'infraction a été commise dans le ressort de leur circonscription territoriale, aux autorités suivantes :

- le directeur général de l'aéroport de Paris, pour les aérodromes et installations faisant partie de l'ensemble constitué par cet établissement public ;
- les directeurs de région aéronautique, pour les aérodromes et installations de leur région ne relevant pas d'un aéroport principal ;
- les directeurs d'aéroport principal, pour les aérodromes et installations faisant partie de l'aéroport principal ;
- les ingénieurs en chef du service des bases aériennes, pour les aérodromes et installations de leur circonscription ;
- les commandants de base aérienne militaire, pour l'aérodrome ou la zone relevant de leur autorité ;
- le commandant de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

L'article L. 282-7 (police de l'exploitation) prévoit la transmission du procès-verbal aux autorités énumérées, à l'exception des ingénieurs en chef du service des bases aériennes.

b) Dans tous les autres cas, le procès-verbal devra être transmis en copie au supérieur hiérarchique de l'agent verbalisateur.

Il en sera ainsi notamment pour les infractions relevées dans les D.O.M.-T.O.M. et pour toutes les infractions relevées en vol quel que soit le lieu survolé.

c) Les chefs de services extérieurs voudront bien tenir informés sans délai les directions ou services centraux concernés en fonction de la nature de l'infraction (D.N.A., S.F.A.C.T., S.B.A., S.T.A.).

E. - Juridictions compétentes

Les infractions mentionnées dans la présente circulaire sont poursuivies devant les juridictions judiciaires de droit commun (tribunal de police, tribunal correctionnel, cour d'assises). Le tribunal normalement compétent est celui du lieu où l'infraction a été commise.

Pour les infractions commises sur les aérodromes dont l'emprise s'étend sur le ressort de plusieurs juridictions répressives de même catégorie, la juridiction compétente de rattachement est celle fixée par le décret n° 89-309 du 11 mai 1989 déterminant les juridictions dont la compétence territoriale est étendue à l'emprise de certains aérodromes.

Pour les infractions commises à bord d'un aéronef en vol il y aura lieu de se référer à l'article L. 121-9 du code de l'aviation civile selon lequel « est compétent le tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'auteur présumé de l'infraction, celui du lieu de son arrestation ou celui du lieu de l'atterrissage de l'aéronef. A défaut de tout autre tribunal, le tribunal compétent est celui de Paris ».

F. - Cas particulier des contraventions de grande voirie

1.1. Définition

La contravention de grande voirie est un fait matériel susceptible de compromettre l'intégrité du domaine public ou de nuire à l'usage auquel il est destiné.

1.2. Personnels habilités à constater les contraventions de grande voirie

Agents mentionnés à l'article 2 de la loi du 29 floréal an X : ingénieurs des ponts et chaussées, conducteurs des travaux publics de l'Etat ;

Agents mentionnés aux articles 16, 20, 21 et 22 du code de procédure pénale : officiers de police judiciaire, agents de police judiciaire, agents de police judiciaire adjoints, ingénieurs et agents des eaux et forêts, gardes champêtres ;

En application du nouvel article R. 213-1-1 : les ingénieurs de l'aviation civile et les ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile.

Les agents énumérés ci-dessus n'ayant pas la qualité d'officiers ou d'agents de police judiciaire devront être commissionnés pour la constatation des contraventions de grande voirie et assermentés. Dans un souci de simplification, ces formalités devront être accomplies en même temps que le commissionnement et l'assermentation pour les infractions pénales (cf. II. - B ci-dessus). Il en sera fait mention sur la décision de commissionnement et la carte de service.

1.2.3. Transmission des procès-verbaux

Premier cas : La contravention de grande voirie est connexe à une infraction pénale prévue au chapitre II du titre VIII du livre II du code de l'aviation civile : le procès-verbal est transmis au procureur de la République. En application de l'article L. 282-14, le procès-verbal est également transmis au tribunal administratif territorialement compétent par les autorités énumérées à l'article L. 282-6.

Deuxième cas : La contravention de grande voirie n'est pas connexe à une infraction pénale. Dans ce cas, c'est le préfet qui conduit la procédure. En application de l'article L. 13 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, dans les dix jours qui suivent la rédaction du procès-verbal de contravention, il fait notifier au contrevenant une copie du procès-verbal avec citation à comparaître dans le délai d'un mois devant le tribunal administratif.

III. - Procédure de transaction

1.1. Généralités

La transaction intervient après la transmission du procès-verbal d'infraction au procureur de la République et avant que celui-ci ne décide, le cas échéant, d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des personnes mises en cause.

C'est un accord entre l'administration et le contrevenant sur une certaine somme que verse ce dernier à titre d'indemnité transactionnelle et qui met fin aux poursuites. C'est une procédure facultative, soumise à l'accord du procureur de la République, qui donne aux auteurs d'infraction la possibilité d'éviter une action en justice et les inconvénients qui en résultent au point de vue moral (casier judiciaire) et matériel (frais supportés).

Il s'agit donc d'une mesure d'indulgence à l'égard des auteurs d'infractions prise au regard de leur personnalité et du degré de gravité de la faute commise.

Aucune procédure de transaction ne peut être engagée après jugement.

Enfin la transaction ne fait pas obstacle à l'indemnisation des parties civiles autres que l'Etat quand il y en a. L'article 2 du code de procédure pénale autorise en effet les personnes physiques ou morales à ester en justice dès lors qu'elles ont subi un préjudice direct, personnel et certain.

Nous vous invitons vivement à mettre en œuvre cette procédure qui présente l'avantage d'une plus grande rapidité que l'engagement de poursuites judiciaires et permet à l'administration de conserver la maîtrise de la répression, sous réserve de l'accord du procureur de la République.

1.2. Champ d'application

En application des articles L. 150-16-1 et L. 330-9 nouveau la procédure de transaction peut être utilisée pour toutes les infractions prévues aux articles L. 150-1 à L. 150-11 et R. 151-1, R. 151-4 du code de l'aviation civile (livre I^{er}, titre V) et aux articles R. 330-15 à R. 330-17 (livre III, titre III) du même code.

1.3. Autorités habilitées à proposer une transaction

Pour les infractions au livre I^{er}.

L'article R. 151-8 dispose que, lorsque l'infraction a été commise dans leur circonscription territoriale les autorités suivantes peuvent proposer au procureur de la République une transaction :

- le directeur régional en métropole ou dans les départements du groupe Antilles-Guyane ;
- le chef du service de l'aviation civile de la Réunion, de Mayotte et des îles Eparses ;
- le chef du service de l'aviation civile dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- le chef du service d'Etat de l'aviation civile dans les territoires d'outre-mer.

Lorsqu'une hésitation existe quant au service extérieur territorialement compétent, il y a lieu de se référer à la compétence juridictionnelle : le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service outre-mer compétent pour proposer la transaction est celui dans le ressort duquel se trouve le tribunal saisi dans les conditions décrites au II. - E ci-dessus.

~ Pour les infractions au livre III du code de l'aviation civile :

- si l'infraction a été commise outre-mer, la proposition de transaction est faite par les autorités énumérées ci-dessus ;
- dans les autres cas, la proposition de transaction est faite par le ministre ou un fonctionnaire ayant délégation de signature en application du décret du 23 janvier 1947, modifié par le décret du 15 juin 1987.

1.4. Contenu de la transaction

La proposition de transaction doit faire état de la diligence avec laquelle le contrevenant a tenu compte des injonctions des autorités chargées du contrôle technique pour prévenir ou faire cesser l'infraction, en application des articles R. 133-3 et R. 330-4 du code de l'aviation civile.

En outre, la proposition de transaction précise les délais de son exécution et la somme que l'auteur de l'infraction sera invité à payer au Trésor public.

Le service instructeur fixera le montant de la somme à payer en fonction de la gravité de l'infraction et compte tenu du taux de l'amende pénale encourue. Le service prendra en considération également les circonstances particulières de l'infraction : pluralité d'infractions, récidive.

1.5. Transmission des propositions de transaction

Après la clôture du procès-verbal d'infraction et son envoi au procureur de la République, les autorités énumérées au 1.3 peuvent transmettre une proposition de transaction au procureur de la République dans le délai de quatre mois.

La proposition doit être accompagnée d'une fiche navette établie en trois exemplaires, dont deux sont adressées au procureur de la République, conforme au modèle de l'annexe IV.

Toutefois, l'intérêt de la transaction réside dans la rapidité des suites qu'elle impose.

Les services instructeurs doivent donc veiller à réduire au maximum ce délai.

Dès que les services instructeurs décident de mettre en œuvre la procédure de transaction, nous les engageons vivement, avant transmission de leur proposition de transaction dans les délais impartis, à prendre contact le plus rapidement possible avec le procureur de la République compétent, afin d'éviter que des poursuites judiciaires ne soient engagées prématurément.

1.6. *Décision du procureur de la République*

Le procureur de la République, dûment saisi de la proposition de transaction dans les délais impartis, donne son accord ou la refuse. Il ne peut en modifier le contenu. En cas de refus, le procureur de la République retourne un exemplaire de la fiche navette au service instructeur : des poursuites judiciaires peuvent alors être engagées.

En cas d'accord, le procureur de la République retourne au service instructeur, outre un exemplaire de la fiche navette, le dossier l'accompagnant, en conservant l'autre exemplaire de la fiche navette pour ses archives.

1.7. *Transmission de la proposition de transaction à l'intéressé*

Lorsque le procureur a donné son accord, une proposition de transaction conforme au modèle ci-joint (annexe V) est adressée à l'auteur de l'infraction en double exemplaire.

Dans les cas où le fait punissable est commis par plusieurs personnes (co-auteurs ou complices), l'autorité compétente peut proposer une transaction soit avec l'un des auteurs soit avec l'ensemble (dans cette dernière hypothèse, une proposition de transaction sera établie pour chacune des personnes concernées).

Si la transaction ne concerne que l'un des auteurs, les autres peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires.

La transmission de la proposition doit se faire le plus rapidement possible soit par porteur spécial, soit par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'intéressé dispose d'un mois, à compter de la date de sa signature de l'accusé de réception, pour accepter la transaction. Il fait connaître sa réponse en retournant un exemplaire signé de la proposition. Si l'intéressé n'a pas fait connaître sa réponse dans le délai imparti, l'autorité qui a proposé la transaction adresse un procès-verbal au procureur de la République avec demande de poursuites judiciaires.

1.8. *Recouvrement de la transaction*

L'exemplaire de la proposition de transaction signé et retourné par le redevable est adressé par l'autorité qui a proposé la transaction au service chargé de son recouvrement.

Cet envoi est accompagné d'un titre de recette conforme au modèle ci-joint (annexe VI).

Les comptables compétents pour encaisser les transactions sont :

- le trésorier-payeur général du département dans lequel le procureur de la République compétent territorialement a donné son accord : en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer ;
- le trésorier-payeur général de la Réunion pour les îles Eparses ;
- le receveur particulier des finances de Saint-Pierre-et-Miquelon pour la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- le payeur de Mayotte pour la collectivité territoriale de Mayotte ;
- le payeur de Wallis et Futuna pour les îles Wallis et Futuna ;
- le receveur général des finances, lorsque la transaction est proposée par le ministre chargé de l'aviation civile ou par un fonctionnaire ayant délégation de signature, en application du décret du 23 janvier 1947, modifié par le décret du 15 juin 1987.

Le bénéficiaire de la transaction doit payer dans le délai indiqué dans la proposition.

Le versement doit intervenir en une seule fois, sans possibilité de fractionnement.

A l'expiration du délai ci-dessus, le service chargé du recouvrement de la transaction informe le service de l'aviation civile ayant proposé la transaction et le procureur de la République qui l'a autorisée, de la libération ou de la carence du débiteur (cf. modèle en annexe VII).

En cas de paiement à la date d'échéance, l'action publique est éteinte.

En cas de non-paiement, les autorités ci-dessus mentionnées recouvrent la possibilité de donner une suite judiciaire à l'affaire.

IV. - *Procédure d'agrément des agents privés appelés à participer à certaines opérations de visite*

Il est rappelé que le nouvel article L. 282-8 du code de l'aviation civile issu de la loi du 10 juillet 1989 dispose que les agents qu'il vise peuvent uniquement procéder à la visite des bagages, du fret, des colis postaux, des aéronefs et des véhicules, sous les ordres des officiers de police judiciaire.

1.1. *Transmission des propositions d'agrément au procureur de la République*

Les entreprises de transport aérien ou les gestionnaires d'aéroport établissent la liste des agents qu'ils souhaitent voir agréer par le procureur de la République.

Le procureur de la République compétent est celui du tribunal de grande instance dans le ressort duquel se trouve l'aéroport.

Ils doivent fournir pour chaque agent un dossier dans lequel figure :

- l'identité de l'entreprise de transport aérien ou du gestionnaire d'aéroport demandeur ;
- l'identité de l'employeur s'il n'est pas le demandeur ;
- l'identité complète de l'agent ;
- des renseignements précis concernant son activité professionnelle et l'affectation qu'il recevra en cas d'agrément ;
- la désignation du ou des aéroports sur lesquels il sera amené à procéder à des opérations de fouille.

Ce dossier est transmis :

- pour information au préfet, au chef du service de la police sur l'aéroport, au commandant d'aérodrome ou, à défaut, au chef de district ;
- pour décision, au procureur de la République. Celui-ci fait procéder à toutes investigations qu'il estime utiles.

1.2. *Décision du procureur de la République*

Le procureur de la République fait connaître à l'entreprise de transport aérien ou au gestionnaire d'aérodrome son accord ou son refus d'agrément.

Le préfet, le chef du service de la police sur l'aéroport, le commandant d'aérodrome ou, à défaut, le chef de district sont informés de la décision.

L'entreprise de transport aérien ou le gestionnaire d'aérodrome doit tenir à jour la liste des agents agréés et la communiquer aux services de police, de gendarmerie et de douane représentés sur l'aéroport.

Il est fait mention de l'agrément sur la carte d'accès et de circulation sur les aérodromes.

V. - *Application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*

1. L'article 20 de la loi du 10 juillet 1989 a abrogé l'article L. 150-17 du code de l'aviation civile qui édictait des sanctions pénales spécifiques pour les infractions aux règles du code de l'aviation civile commises dans les T.O.M. C'est donc désormais le droit commun qui s'y appliquera.

2. A cette fin, sont rendues applicables aux T.O.M. et à la collectivité territoriale de Mayotte par la loi du 10 juillet 1989 et son décret d'application précités les dispositions pénales suivantes :

a) Loi :

L'ensemble des dispositions pénales de la loi du 10 juillet 1989.

b) Décret :

- articles R. 151-1 (à l'exception du 5°) ;
- articles R. 151-4 à R. 151-8 ;
- article R. 213-1-1 ;
- articles R. 281-1 à R. 281-3 ;
- articles R. 282-1 à R. 282-4 ;
- article R. 330-18.

VI. - *Mesures transitoires à prendre dès réception de la circulaire*

1. Renouvellement des commissionnements en cours.

Dès publication de la présente circulaire, il sera procédé dans un délai de trois mois au renouvellement des décisions de commissionnement des agents et fonctionnaires de l'aviation civile habilités à constater des infractions, selon la nouvelle procédure prescrite ci-dessus.

Les formalités de prestation de serment correspondantes seront conjointement engagées auprès du tribunal compétent.

Il sera procédé dans les mêmes conditions au renouvellement de la carte de service des intéressés, qui devra être conforme au modèle figurant ci-joint en annexe II.

2. Régularisation de la situation des agents privés déjà recrutés par certaines des compagnies aériennes pour procéder à des opérations de visite et qui n'ont pas encore été agréés par le procureur de la République.

Dès publication de la présente circulaire, il sera procédé dans un délai de trois mois à cette régularisation.

Il sera procédé dans les mêmes conditions à la mise à jour des cartes d'accès et de circulation sur les aérodromes de ces agents, une fois que l'agrément leur aura été délivré.

La présente circulaire, assortie de ses annexes, sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Le ministère de la justice, qui a participé à sa rédaction, a fait connaître à la direction générale de l'aviation civile qu'il en adresserait copie pour information aux procureurs généraux et procureurs de la République plus particulièrement intéressés à la procédure de transaction, qui entrera en vigueur à compter de cette notification.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de l'espace,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'aviation civile,

P.-H. GOURGEON

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques,*

J.-M. SAUVÉ

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires politiques,
administratives et financières de l'outre-mer,*

M. ULMANN

Le ministre délégué au budget,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la comptabilité publique,

R. BARBERY

ANNEXE I

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ESPACE

*Direction générale
de l'aviation civile*

Direction des ressources humaines
et des affaires financières

N/REF.

Paris, le

Décision

Conformément à la loi n° 89-467 du 10 juillet 1989 tendant à renforcer la sécurité des aérodromes et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile et au décret n° 91-262 du 4 mars 1991 pris pour son application,

M. X..... ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile en fonction à la direction régionale de l'aviation civile Sud-Ouest est commissionné à l'effet de constater par procès-verbal les infractions aux dispositions des livres I^{er} et II de ce code, à procéder le cas échéant aux saisies mentionnées à l'article L. 150-14, dans les limites de la région aéronautique Sud-Ouest.

Dans les mêmes conditions, M. X..... est également habilité à relever les contraventions de grande voirie.

Pour le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de l'espace et par délégation,

ANNEXE II

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE MINISTÈRE DES TRANSPORTS Direction générale de l'aviation civile	
Nom : Prénom : Validité : Le directeur :	PHOTO
<p>« Le titulaire de la présente carte est commissionné et assermenté. Il est habilité à constater par procès-verbal, en application des articles L. 150-13, L. 281-4 et L. 282-11 du code de l'aviation civile, les infractions aux dispositions des livres I^{er} et II de ce code et à procéder aux saisies mentionnées à l'article L. 150-14. » Il peut également dresser procès-verbal des contraventions de grande voirie.</p> <p>Fonctions.....</p> <p style="text-align: right;">Affectation (direction ou service)</p> <p>Signature du titulaire :</p> <p>En cas de perte ou de cessation de fonctions, aviser ou faire retour à la D.R.H.A.F., 93, boulevard du Montparnasse, 75270 PARIS CEDEX 06.</p>	

ANNEXE III

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Direction générale
de l'aviation civile*

Procès-verbal de constat

L'an mil neuf cent quatre vingt le
à la requête du directeur général de l'aviation civile,
Nous (nom, prénom, grade, fonction)

dûment commissionné et assermenté à cet effet, avons constaté ce qui suit :

Le (groupe, date, heure et exposé des faits).

Ces faits constituent une infraction à article
n° du code de l'aviation civile.

Nous avons déclaré à M. (nom, prénom et qualité) que nous relevons cette infraction à son encontre, sans préjudice des poursuites éventuelles qui pourraient être engagées pour ces mêmes faits contre tous autres. Nous l'avons informé qu'il avait la faculté de se faire assister d'un conseil.

Interrogé, M. (nom, prénom, qualité)
nous a déclaré :

Nous lui avons donné lecture du présent procès-verbal et l'avons invité à le signer ce qu'il a de faire
Fait à le à heures.

ANNEXE IV

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS
ET DE L'ESPACE

Direction générale
de l'aviation civile

(Cette fiche doit être établie au départ en trois exemplaires)

Fiche navette

Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de

- donne son accord (1)
- oppose son refus (1)

à la proposition de transaction qui lui a été présentée par (2)

Observations éventuelles

Fait à le

Le procureur de la République,
(signature)

Document à retourner en un exemplaire à (2)

- (1) Rayer la mention inutile.
- (2) Désigner l'autorité qui a proposé la transaction.

ANNEXE V

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS
ET DE L'ESPACE

Direction générale
de l'aviation civile

(Cette fiche doit être établie au départ en trois exemplaires)

Proposition de transaction avant jugement
pour la poursuite d'une infraction aux dispositions
du livre I^{er}, titre V, et du livre III, titre III,
du code de l'aviation civile

M., Mme, Mlle (nom, prénom)
demeurant
exerçant la profession de
a commis le à
une infraction au code de l'aviation civile pour

infraction prévue par
et réprimée par

La peine encourue pour cette infraction est une amende de

En application des dispositions de la loi n° 89-467 du 10 juillet 1989 tendant à renforcer la sécurité des aéroports et du transport aérien et modifiant diverses dispositions du code de l'aviation civile et du décret n° 91-262 du 4 mars 1991 pris pour son application, une transaction avant jugement vous est proposée pour le(s) motif(s) suivant(s) :

Le montant de la transaction est fixé à :

M., Mme, Mlle, (nom, prénom)

- donne son accord à la proposition de transaction qui lui a été présentée par (1)

et approuvée par le procureur de la République ;

- s'engage à verser au Trésor public la somme de F

avant le faute de quoi il/elle sera exposé(e)

à des poursuites judiciaires.

Un titre de recette indiquant les modalités de paiement lui sera adressé à compter duquel courront les délais de paiement.

Fait à le

(Signature)

Attention :

La présente fiche doit être impérativement retournée, dûment remplie et signée, à (1) dans le délai d'un mois à compter de la date de sa réception.

(1) Désigner l'autorité qui a proposé la transaction.

ANNEXE VI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS
ET DE L'ESPACE

Direction générale de l'aviation civile

(Ce formulaire doit être établi au départ en quatre exemplaires)

Titre de recette d'une transaction avant jugement
pour la poursuite d'une infraction aux dispositions
du livre I^{er}, titre V, et du livre III, titre III,
du code de l'aviation civile

Par décision de (1) :
approuvée par M. le procureur de la République près le tribunal de grande instance de :

et après accord de l'intéressé en date du :

M., Mme, Mlle (nom, prénom) :

demeurant à :

exerçant la profession de :

ayant été admis(e) au bénéfice d'une transaction avant jugement

pour :

infraction à la réglementation du code de l'aviation civile commise

le :

prévue par :

réprimée par :

doit verser au Trésor public avant le :

sous peine de déchéance la somme de : F.

Fait à le

(1)

(Signature)

(1) Désigner l'autorité qui a proposé la transaction.

ANNEXE VII

TRÉSOR PUBLIC

(cachet du poste)

Par décision administrative en date du :

M., Mme, Mlle (nom, prénom) :

a été admis au bénéfice d'une transaction avant jugement pour :

infraction à la réglementation du code de l'aviation civile commise

le :

prévue par :

réprimée par :

Le comptable du Trésor soussigné certifie que le (la) susnommé(e)

- a payé (1)

la somme de : F

à la date du :

- n'a pas payé (1)

Fait à le

(Signature)

Vu et renvoyé à M.

Cette partie doit être adressée en deux exemplaires au plus tard
cinq jours après la date ultime de paiement indiquée ci-dessus.

(1) Rayer la mention inutile.